

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Honduras-Operation-quartiers-surs-contrôle-des-populations-ou-phase-d-implantation-du-neo-fascisme>

Résistance hondurienne au coup d'Etat U.S.

Honduras : « Opération quartiers sûrs », contrôle des populations ou phase d'implantation du néo fascisme ?

Date de mise en ligne : samedi 2 novembre 2013

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés



Le texte ci-dessous fait allusion à trois mesures de « sécurité » prises par le maire de Tegucigalpa, capitale du Honduras, la première est déjà appliquée mais doit être renforcée, la seconde se met en place et la troisième est encore à l'état de proposition.

« Quartiers sûrs » consiste à entourer de grilles des quartiers entiers, en mettant des vigiles qui notent entrées et sortie. Au départ, appliqué d'avantage comme mesure de protection des quartiers riches contre « les délinquants », cette opération se prolonge en une véritable ghettoïsation, et ne va pas sans entraîner de sérieux troubles d'une circulation automobile déjà chaotique.

Le maire a promis - et il tient - qu'il y aura un membre de la police militaire, cagoulé (bonjour l'ambiance) à chaque coin de rue. Déjà de nombreux enfants souffrent de troubles causés par leur peur d'une police assassine, cela ne va pas s'arranger.

La troisième est le renforcement de l'Inquisition entre les mains de militaires vétérans, qui n'est pas sans évoquer l'incident relaté dans le texte ci-dessous, un événement qui c'est produit en France, globalisation oblige (« [Néo-fascisme : soupçon-délation. Quand une caissière se prend pour la GESTAPO](#) »)

Mais ce sur quoi je voulais attirer particulièrement l'attention, est cet élément récurrent, la présence du Mossad et autres forces israéliennes qui viennent transmettre en Amérique Latine leur expérience palestinienne en matière de génocide et d'apartheid (« [Comment Israël fait de l'argent avec du sang](#) »). Nous avons pu le constater dans ce texte ci, par exemple (« [Les entreprises militaires privées pénètrent l'Amérique Latine](#) »), et je traduirai d'autres textes relatifs au rôle du Mossad, actif en Amérique Latine, ou il est présent au service des dictature depuis des décennies, ce qui a amené les israéliens à travailler en étroite collaboration avec les nazis appartenant au même camp !!!

Le Honduras est aujourd'hui, comme la Palestine, un laboratoire. Laboratoire du génocide indigène, laboratoire des techniques de contre-insurrection, laboratoire de ghettoïsation et contention de populations mises en esclavage. Il est aussi le laboratoire de la mise en place d'un néo libéralisme absolu, grâce à la cession de souveraineté sur des régions entières du pays par les moyens le la « *Loi Hypothèque* » et la création d'enclaves néo libérales soustraites au territoire national, les « Zones d'Emploi et de Développement Economique » ou « Cités Modèles » ou « Villes Charters », ainsi que la cession des droits sur l'ensemble des ressources naturelles du pays.

Tout cela à moins d'un mois des élections, alors que les assassinats sélectifs et menaces se poursuivent. En sont les cibles les paysans luttant pour leur terre, et tous les résistants, et en ce moment sont particulièrement visés les candidats du parti LIBRE, sans doute « social-démocrate » comme critique l'auteur du texte, mais néanmoins incommensurablement progressiste relativement au parti au gouvernement, et menace effective pour le projet d'appropriation du pays par les transnationales. C'est pourquoi, des militants ont été assassiné, d'autres sont menacés, au point qu'une candidate député bien placée, a quitté le pays avant-hier, pour assurer sa sécurité, vu l'inefficacité, voir la nullité des mesures de protections officielles imposées par les comités de défenses des droits humains.

C'est pourquoi au cours des semaines à venir, je continuerai à réunir les éléments d'un dossier Honduras, réuni dans la rubrique : « [Honduras élections 2013](#) »

Anne Wolf, « [Les états d'Anne](#) », Samedi 2 novembre 2013

« Opération quartiers sûrs », contrôle des populations ou phase d'implantation du néo fascisme ?

Il a été fait étalage de l'impérieuse nécessité d'établir des mesures de contrôle et de sécurité pour toute une société exposée à de hauts indices d'insécurité qui effrayent, même en utilisant la tactique récemment appliquée par le gouvernement de taire, face aux médias, les données concernant la quantité de meurtres par homicide et pire encore ceux qui sont commis par les appareils répresseurs de l'état, des indices qui sont en augmentation, parce que le même état a permis qu'on en arrive à de telles extrémités, pour présenter des mesures qui, loin de donner protection, sont orientées vers la création des espaces nécessaires pour exercer le contrôle sur une société au bord de la convulsion à cause des coûts élevés de la vie, de la faible espérance de vie et par-dessus tout par la cession du territoire et de la souveraineté à laquelle a été exposé le pays au cours de 5 dernières années. Pour faire jouer la théorie des dominos de la société qu'ils appellent de manière masquée « *sécurité juridique* », des solutions sont à présent proposées qui ne sont rien de moins que les issues préméditées vers l'implantation d'un système néofasciste qui nous rappelle l'Allemagne nazie et d'autres dictatures qui ont attenté aux libertés et droits individuels des êtres humains.

Parmi les issues qui sont proposées nous pouvons en mentionner spécifiquement trois qui ont cette tonalité de contrôle de la population, la première étant la récente invention du maire de Tegucigalpa appelée « *quartiers sûrs* », une autre est création de la police militaire, et une troisième qui est au stade de la proposition serait d'utiliser également les militaires réservistes comme observateurs des communautés pour qu'ils communiquent à temps le soupçon d'un quelconque délit qui serait sur le point d'être commis ou qu'ils fassent le boulot des informateurs salariés concernant les personnes qui vivent dans leur entourage afin de pouvoir identifier de cette façon les personnes qui voudraient attenter à l'ordre établi ou à la société.

Antécédents

Depuis le coup d'état de 2009, le Honduras vit sous un régime dans lequel il n'y a pas d'Etat de droit, l'ordre constitutionnel est rompu et la nécessité de convoquer une assemblée constituante persiste ; les efforts pour mener cette intention à sa conclusion furent totalement compromis par la force médiatique, la coercition, les signatures d'accords et autres méthodes dilatoires en plus de conciliatoires qui ne laissent pas au peuple l'opportunité de choisir son propre destin ; à nouveau il fut guidé vers le chemin de la création d'un parti au sein d'un modèle de démocratie bourgeoise, parti qui bien que majoritaire, voit son action limitée à la régulation que la classe bourgeoise a proposé pour ses misérables intentions en obligeant ce parti nouveau né à établir des relations entre deux classes antagonistes.

La violence s'est mise à croître après les événements du 28 juin 2009, et il n'y a même pas eu une seule intention de la freiner ; ce qui s'est produit jusqu'à présent c'est l'institutionnalisation de l'impunité, c'est pourquoi nous voyons des personnes qui devraient être emprisonnées pour les délits qu'elles ont commis qui s'en tirent avec le prononcé

d'un non-lieu définitif alors que toutes les preuves les accusent (ne perdons pas de vue que nous n'avons pas d'Etat de droit), ce qui entraîne que finalement les victimes en reviennent à être victimisées parce qu'il n'y a pas de condamnation et beaucoup d'entre elles font l'objet de persécutions et dans le pire des cas, elles se font assassiner par les mêmes opérateurs que la justice absouts, les journaux sont submergés par les cas de policiers et de militaires, de ceux qui sont liés avec le crime organisé, auteurs d'exécutions sommaires, et d'extorsion, qui violent les droits humains, comme certains autres personnages, ils peuvent se moquer jouant de leur pouvoir diffamatoire, discriminant et tous sont absouts ; il n'e va pas de même pour les paysans qui luttent pour la terre ou les dirigeants des organisations de celles que le ministère public s'est arrogé l'attribution (qui lui correspond) de mettre en accusation D'OFFICE criminalisant ainsi la lutte pour les territoires, héritages ancestraux, biens communs et le droit du paysan à l'accès à la terre.

La première proposition

La psyché de la société est remplie d'assassinats tous les jours, vus à travers la télévision, et dans la presse écrite ainsi que relatés par la radio, la population est pleine de frayeur et d'insécurité, c'est indubitablement l'objectif psychologique de laisser se produire une telle criminalité avec pour objet de générer une opinion publique favorable aux propositions de solution que proposent les entités intéressées comme c'est le cas de la Municipalité de Tegucigalpa ; mais que dissimule cette mesure ?

Premièrement ils ne disent pas aux habitants que ce qu'il obtiendra en fermant les entrées et les sorties (du quartier) va changer le modus operandi du criminel, ce qui veut dire, avec des mots simples que si avant il commettait ses crimes entre les blocs, rues et ruelles, à présent il les commettra dans les entrées et sorties de ses communautés, plus loin sur le chemin, ou dans l'unité de transport, etc., ce qui signifie dès lors qu'on parvient seulement à changer le lieu où se commet le délit, à le différer mais pas à l'EVITER.

Mais alors « quelle est la finalité des quartiers sûrs ? », bon, c'est ici qu'apparaît le caractère qui fait de cette mesure un néo fascisme, numéro un, disons le sans ménagement, en cas de convulsion sociale, il est plus facile de placer des militaires dans des entrées et sorties du circuit muré dont la population terrorisée a accepté la construction pour sa « protection » mais qui est à présent utilisé pour la contention de la réponse civile à l'absolutisme, à la répression et au mécontentement social du à l'oppression.

En second lieu la population qui transite par ces lieux est contrôlée, devant donner ses coordonnées aux accès des quartiers et banlieues , de cette manière les gardes, eux-mêmes, quand ils seront sollicités pourront transmettre la liste des personnes qui sont passées par là, quand bien elles ne sont pas des criminels ou des délinquants, ce qui signifie que les intentions décrite ici sont éminemment politiques et non sociales, le renseignement militaires pourra écraser toute intention d'expression sociale de libération, et jusqu'au meeting de partis politiques d'opposition quand ils le jugeront nécessaire.

En quoi cela ressemble-t-il à l'Allemagne nazie, et bien dans la ségrégation des camps de concentration, et des ghettos, une zone délimitée et encerclée au contrôle facile avec peu d'éléments en cas de révoltes.

Police militaire



Police Préventive, police Communautaire, DNIC, DNLC, MP, Cobras, Forces navales, Bataillon d'artillerie, cavalerie blindée, forces aéroportées, force aérienne ; tactique spéciale, forces spéciale, bataillon d'infanterie, bataillon d'ingénieurs, Renseignement Militaire, et beaucoup d'autres n'ont tout simplement pas réussi à freiner l'augmentation des indices de criminalité ; pour commencer, il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails du pourquoi une société ne doit pas être militarisée et il est bien connu que les militaires ne sont pas entraînés pour la prévention des délits mais bien pour la protection de la souveraineté de la patrie et pour tuer ou mourir dans une bataille mais il est plus qu'apparent qu'une unité avec les caractéristiques qui sont présentées dans la loi ne peut être associée qu'avec la GESTAPO du parti national socialiste allemand de Hitler, avec des commandos d'assaut prêts à répondre à n'importe quel appel pour contrôler la situation et maintenir l'ordre établi, une police de cette portée est seulement orientée vers la répression de la population, pour détenir des suspects de « subversion » en plus d'autres aspects dont est farcie cette nouvelle loi qui crée l'unité pour la défense et la sécurité de la citoyenneté, mais je leur demande : Quelle citoyenneté ? La pauvre et dépossédée !!! Personne n'est censé croire cela, voyez ce qui c'est passé au Brésil, quand elle est tombée de toute sa force sur les Favelas et non seulement pour contrôler les groupes organisés mais aussi pour les déplacer des zones où se construisent les infrastructures sportives pour qu'ils n'affectent pas la vue, de nouveau l'accent est mis ; CRIMINALISANT le pauvre d'être pauvre. En Israël, ces groupes d'assaut entraînés par le Mossad et l'Académie International de Sécurité sont axés uniquement et exclusivement pour réprimer, assaillir, assassiner des enfants, des jeunes, des femmes et principalement des hommes palestiniens et d'autres tribus (sic NdT) voisines qui attentent à l'Etat Sioniste.

Il n'est pas superflu de faire remarquer que ces mêmes instructeurs sont ceux qui depuis 2009 entraînent la police municipale et allèrent jusqu'à changer son uniforme et ses accessoires (par ceux utilisés dans la guerre contre les palestiniens, utilisés à Tegucigalpa, contre les vendeurs ambulants qui enlaidissent centre de la ville) pour qu'elle ressemble aux troupes d'élite Israéliennes, et en plus des instructeurs de la ISA collaborent comme premiers chefs de sécurité de Pepe Lobo et actuellement en tant que chefs de sécurité de Julieta Castellanos (rectrice et coordinatrice de l'Observatoire de la Violence de l'Université Autonome du Honduras). [1] Je ne crois pas que de ce genre de mesures soit une coïncidence, pas plus que de voir ce type de personnage rôder dans notre pays.

Troisième Proposition

Elle s'ajoute à tous ce qui a été entièrement décrit, la proposition d'utiliser le personnel de réserve disposé à dénoncer n'importe quelle chose suspecte, comme des présumés guérilleros, subversifs, terroristes, communistes, agitateurs sociaux, rouges, n'importe quoi qui depuis leur conception malade apprise à la milice les conduit à réaliser avec « succès » la mission de défense de la Patrie, un honneur peu partagé, d'après eux, en fait tout cela se traduira en Disparitions, ASSASSINATS, détentions illégales, emprisonnement et criminalisation de tout qui a odeur de social. La caractérisation de cet élément évoque à l'indicateur du parti nazi présent dans tous les bureaux disposé à dénoncer tous ceux qui n'ont pas l'attitude qu'un partisan du national socialisme se doit d'observer.

Conclusion

Il se subsiste aucun doute que tous ces éléments mentionnés ci-dessus associés à d'autres événements et au comportement de ce régime répressif annonce l'imminente application de mesures fascistes de contrôle pour conduire de l'avant le projet d'implantation du système économique néo libéral. Jusqu'ici il n'y a pas de contre proposition de la part des organisations sociales et encore moins de la part des partis d'opposition à l'officialisme, je pense que c'est à dessein, de telle manière qu'un peuple soumis à tant d'oppression et de répression à la fin rejette sa position d'esclave condamné à la souffrance et se libère impétueusement détruisant tout ce qui l'opprime, mais s'il n'en est pas ainsi NOUS SOMMES TOUS COUPABLE DU FUTUR HORRIBLE QUI EST IMMINENT !

José Briceño pour [Vos el soberano](#)

[Vos el Soberano](#). Tegucigalpa, Honduras, le 5 Septembre 2013.

Traduction pour « [Les états d'Anne](#) » de : Anne Wolff

Source en espagnol : « [¿Barrios seguros, Control de Población o la Fase de Implantación del neo fascismo ?](#) »

[El Correo](#). Paris, le 2 novembre 2013.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[1] Rectrice et coordinatrice de l'*Observatoire de la Violence de l'Université Autonome du Honduras*, controversée par la résistance pour avoir autorisé la police à entrer dans le *campus* lors du coup d'état, depuis l'assassinat de son fils, elle s'implique dans la lutte pour l'exercice d'une justice et une police « efficaces ».